

Peut-on n'envisager l'immigration que du seul point de vue "économique" ?

C'est sans aucun esprit de polémique stérile que nous posons la question. Bien au contraire, une saine et franche discussion devrait plutôt permettre de bien clarifier les points de vue, et d'arriver, au final, à mieux se comprendre...

Nous avons été surpris de lire, sur la Une du n° 981 de *Royaliste* (du 20 décembre au 2 janvier) les lignes suivantes (1):

"...*Courrier International* divulgue les conclusions d'une étude sur les coûts de l'immigration pour l'économie nationale, réalisée par l'équipe lilloise du Pr. Xavier Chojniicki pour le Ministère des Affaires sociales. Bilan dont le solde, tout compris - retraites, logements, RMI, chômage, allocations familiales, santé, éducation - est incroyablement positif : pour 47,9 milliards d'euros reçus, les immigrés en versent 60,3 milliards, soit 12,4 milliards de plus. Jeunes et parfois très compétents, ils maintiennent en vie des pans entiers de l'économie et des services.

Nos prétendus gouvernants foulent aux pieds le droit, et du même coup ignorent nos intérêts bien compris."

Si ce qu'affirme *Royaliste* est vrai, il faut bien admettre que cela va directement à l'encontre de tant et tant d'autres études qui affirment, au contraire, que l'immigration *a un coût*, et assez élevé, pour l'économie française; ce constat est fait également par des personnes invitées régulièrement aux mercredis de la Nar, comme Jean-Paul Gourévitch, par exemple. Cela nous surprend, donc, mais, pourtant, ce n'est pas là-dessus qu'il nous paraît utile de faire entendre notre différence.....

Admettons donc que cela soit vrai, et que l'immigration *nous rapporte*. Pour faire court....

Mais peut-on, dans ce cas, en rester à cela, et tenir pour rien les autres problèmes que créent l'afflux inédit dans l'Histoire (2) d'une aussi grande quantité de personnes, dont beaucoup sont porteuses d'aussi grandes différences, en aussi peu de temps ?

Cette façon de n'envisager le problème que sous son seul angle économique - voire financier, pourrait-on presque dire... - peut-elle être, raisonnablement, retenue ? Les Nations - en l'occurrence, notre bi-millénaire nation historique, la France - peuvent-elles n'aborder un problème tel que celui qui leur est posé par l'immigration que du strict point de vue matériel ? Quid de l'esprit public, des mentalités, du *vivre ensemble* et des innombrables et incessants conflits pratiques engendrés par de trop grandes différences culturelles (conflits dus aux interdits religieux, vestimentaires, alimentaires, sociaux etc...)

Cela a été dit mille fois : la France est une personne, et les personnes ne se laissent que très partiellement mettre en fiches, ne se réduisent pas à des alignements de chiffres et de colonnes (même si, ne tombons pas dans l'excès inverse, les chiffres ont leur utilité, et même si l'on est bien obligé d'appréhender les problèmes concrètement...). Une Nation - et, là aussi, cela a été dit mille fois... - c'est une amitié, un désir de vivre ensemble, mais en *partageant* ensemble, de recevoir et de prolonger, en l'assumant et en le renouvelant, un legs particulier.

Une Nation ne peut - comme la tendance existe de nos jours... - se résumer à des chiffres et à des statistiques, un peu à la façon typiquement giscardienne des années 70/80 (triste époque d'un libéralisme triomphant assumé sans complexe...), pendant lesquelles on ne parlait aux français que de leur fiche de paye, pour reprendre une formule qui avait fait fortune à l'époque...

(1) : l'ensemble du billet : [nar 1.jpg](#)

(2) : depuis les décrets Chirac de 1975, combien d'étrangers, principalement venus d'Afrique, sont-ils entrés en France : dix millions ? quinze ?....